RÈGLEMENT (CEE) N° 387/85 DE LA COMMISSION

du 12 février 1985

relatif à la fourniture de divers lots de *butter oil* au titre de l'aide alimentaire

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique
européenne,

vu le règlement (CEE) n° 804/68 du Conseil, du 27
juin 1968, portant organisation commune des marchés
dans le secteur du lait et des produits laitiers⁽¹⁾,
modifié en dernier lieu par le règlement (CEE)
n° 1557/84⁽²⁾, et notamment son article 6 para-
graphe 7,

vu le règlement (CEE) n° 1278/84 du Conseil, du 7
mai 1984, fixant les règles d'application pour 1984 du
règlement (CEE) n° 3331/82 concernant la politique et
la gestion de l'aide alimentaire⁽³⁾,

considérant que, dans le cadre du programme d'aide
alimentaire arrêté par le règlement du Conseil cité à
l'annexe, l'Inde a fait une demande de fourniture des
quantités de *butter oil* reprises à l'annexe ;

considérant qu'il y a dès lors lieu de procéder à ces
fournitures suivant les règles prévues au règlement
(CEE) n° 1354/83 de la Commission, du 17 mai 1983,
portant modalités générales de mobilisation et de four-
niture de lait écrémé en poudre, de beurre et de *butter*

oil au titre de l'aide alimentaire⁽⁴⁾, modifié par le
règlement (CEE) n° 1886/83⁽⁵⁾ ; qu'il est nécessaire de
préciser notamment les délais de fourniture ainsi que
la procédure à suivre pour déterminer les frais qui en
résultent ;

considérant que les mesures prévues au présent règle-
ment sont conformes à l'avis du comité de gestion du
lait et des produits laitiers,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les organismes d'intervention font procéder, selon les
dispositions du règlement (CEE) n° 1354/83, à la four-
niture de *butter oil* au titre de l'aide alimentaire aux
conditions particulières figurant à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième
jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel*
des Communautés européennes.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable
dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 12 février 1985.

Par la Commission

Frans ANDRIESEN

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 13.

⁽²⁾ JO n° L 150 du 6. 6. 1984, p. 6.

⁽³⁾ JO n° L 124 du 11. 5. 1984, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 142 du 1. 6. 1983, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 187 du 12. 7. 1983, p. 29.

ANNEXE
Avis d'adjudication ⁽¹⁾

Désignation du lot	A	B
1. Programme	1984	
a) base juridique	Règlement (CEE) n° 1278/84 du Conseil	
b) affectation	Décision de la Commission du 3 juillet 1984	
2. Bénéficiaire	République de l'Inde	
3. Pays de destination	Fob	
4. Stade et lieu de livraison	Embassy of India (Attention Mr Chawla — Counsellor), chaussée de Vleurgat 217, B-1050 Bruxelles (tél. 02/640 91 40 ; télex : 22510 INDEMB B)	
5. Représentant du bénéficiaire ⁽³⁾	Embassy of India (Attention Mr Chawla — Counsellor), chaussée de Vleurgat 217, B-1050 Bruxelles (tél. 02/640 91 40 ; télex : 22510 INDEMB B)	
6. Quantité totale	500 t	1 000 t ⁽²⁾
7. Provenance du <i>butter oil</i>	À fabriquer à partir du beurre d'intervention	
8. Organisme d'intervention détenteur du stock	Allemand	
9. Caractéristique spécifiques	—	
10. Emballage	5 kg	
11. Inscriptions complémentaires sur l'emballage	« MADRAS /	» BOMBAY /
	SUPPLIED TO THE INDIAN DAIRY CORPORATION UNDER THE FOOD-AID PROGRAMME OF THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY »	
12. Période d'embarquement	Avant le 30 avril 1985	
13. Date de l'expiration du délai pour la présentation des offres	Le 4 mars 1985	
14. En cas de seconde adjudication dans le cadre de l'article 14 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1354/83 :		
a) période d'embarquement	Avant le 15 mai 1985	
b) date de l'expiration du délai pour la présentation des offres	Le 11 mars 1985	
15. Divers	—	

⁽¹⁾ La présente annexe tient lieu, conjointement avec l'avis publié au *Journal officiel des Communautés européennes* n° C 208 du 4 août 1983, page 9, d'avis d'adjudication.

⁽²⁾ Chaque offre ne peut concerner d'une quantité partielle de 500 tonnes telle que définie dans l'avis d'adjudication complémentaire, publié conjointement au présent règlement au *Journal officiel des Communautés européennes*, édition C, indiquant l'emplacement des entrepôts où le produits est stocké.

⁽³⁾ L'adjudicataire prend contact avec le bénéficiaire, dans les plus brefs délais, en vue de déterminer les documents d'expédition nécessaires.